

## PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EXCEPTIONNEL DU 7 NOVEMBRE 2023

### Membres de droit

Mme BERTRAND DORLÉAC [Présidente de la FNSP]	<i>Excusée [proc. à M. Tiberj]</i>
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	<i>Absente</i>
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	<i>Représentée par M. Lartigau, présent en visio</i>
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	<i>Représenté par M. Pujolar, présent en visio</i>

### Personnalités extérieures

Siège à pourvoir	Siège à pourvoir
Siège à pourvoir	Siège à pourvoir
Siège à pourvoir	Siège à pourvoir

### Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	<i>Présent</i>	M. DÉLOYE	<i>Excusé [proc. à M. Compagnon]</i>
Mme DUCHESNE	<i>Excusée [proc. à M. Tiberj]</i>	M. TIBERJ	<i>Présent</i>
M. FERRIÉ	<i>Présent en visio</i>		

### Enseignants (Collège B)

Mme GAUDIN	<i>Présente en visio</i>	Mme N'DIAYE	<i>Présente</i>
Mme LECIS COCCO ORTU	<i>Absente</i>	Mme PISTRE	<i>Présente</i>
Mme NAKANABO DIALLO	<i>Présente en visio</i>		

### Collège BIATSS

M. ROUGER	<i>Présent</i>
-----------	----------------

### Étudiant-e-s

M. BALLET	<i>Présent</i>	Mme DELFAUD	<i>Présente</i>
Mme BONNAUD	<i>Présente</i>	M. DIARD	<i>Présent</i>
Mme PAIRO	<i>Présente</i>	M. DOUBERCHTEIN-GRIGORIEFF	<i>Présent</i>
Mme TRICHET	<i>Présente</i>	M. FOURRIER	<i>Présent</i>
		M. LAMBERT	<i>Présent</i>

### Membres Ès Qualités

Mme BISAGNI-FAURE [Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités]	<i>Représentée par M. Jardiné en visio</i>
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présent</i>
Mme Couderc [Directrice générale des services]	<i>Présente</i>

### Invité-e-s

Mme Annézo	<i>Excusée</i>	Mme Pellarini	<i>Présente</i>
Mme Bassoulet	<i>Excusée</i>	Mme Pinchault	<i>Présente</i>
M. Berrou	<i>Présent</i>	M. Prévot	<i>Présent</i>
M. Bertrand G.	<i>Présent</i>	M. Ramon, représentant de l'AAE	<i>Présent en visio</i>
M. Bertrand O.	<i>Excusé</i>	Mme Reilhan	<i>Présente</i>
Mme Cardona	<i>Présente en Visio</i>	M. Sadran	
Mme Caron	<i>Présente</i>	M. Smith	<i>Excusé</i>
Mme Delamarre	<i>Présente en Visio</i>	Mme Tajri	<i>Présente</i>
M. Déloye	<i>Excusé</i>	Mme Thiriot	<i>Présente</i>
Mme Duenas	<i>Excusée</i>	M. Lacaze	<i>Présent</i>
Mme Forest	<i>Présente</i>		
M. Hoffmann-Martinot	<i>Excusé</i>		
M. Lafore	<i>Excusé</i>		
M. Le Graët	<i>Présent</i>		
Mme Martin	<i>Présente</i>		
Mme Nguyen	<i>Visio</i>		
M. Sadran	<i>Excusé</i>		

M. Darbon salue les membres du CA et souhaite la bienvenue aux nouveaux élus. Il énonce ensuite la composition nominative du nouveau CA. Il remercie les élus pour leur engagement en faveur de la démocratie au sein de Sciences Po Bordeaux et souligne qu'ils ont été élus avec un taux de participation élevé. Les étudiants de l'IEP s'impliquent lors des élections, en partie grâce au système de vote électronique qui a été mis en place. Il annonce que le conseil d'administration concernera essentiellement l'élection des six personnalités extérieures.

## **1. Affaires statutaires**

### **■ Proposition de nomination des personnalités extérieures membres du CA PJ.1**

Mme Tajri explique qu'il y aura deux modalités de vote. Les personnes en distanciel recevront un lien de vote électronique via Balotilo, tandis que ceux en présentiel auront à disposition deux bulletins : un bulletin blanc et un bulletin avec les six noms proposés aujourd'hui, avec de l'espace prévu au cas où de nouveaux noms seraient présentés en séance. Un appel nominatif sera effectué, suivi d'une obligation de se rendre à l'isoloir, le vote étant secret. Les électeurs seront appelés un par un pour aller voter. Mme Tajri s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Diard souhaiterait savoir si le vote se fait par personnalité ou en bloc.

Mme Tajri précise que le vote se fait par personnalité : chaque électeur a la possibilité de voter pour un maximum de six noms. Ils peuvent rayer sur leur bulletin les noms qu'ils ne souhaitent pas voir figurer et six noms non rayés au maximum peuvent apparaître sur le bulletin.

M. Diard demande s'ils doivent ajouter de manière manuscrite le nom de la personne s'ils souhaitent proposer une personnalité.

Mme Tajri confirme. Elle procède ensuite à la lecture des procurations et précise que M. Pujolar a également donné procuration, mais que celle-ci n'est valable que le temps de son absence. Pour l'instant, M. Pujolar est présent à distance et pourra voter électroniquement.

M. Darbon se charge de la présentation des six personnalités extérieures proposées par la direction. Il précise que ces candidats ont été sélectionnés avec soin pour contribuer à équilibrer les relations de l'Institut avec ses partenaires. La direction présente donc non seulement des candidats individuels, mais plus globalement une liste cohérente, longuement travaillée. M. Darbon souligne que chacun des candidats a accepté avec enthousiasme l'invitation à rejoindre le Conseil d'administration. Il souligne également l'effort de rajeunissement qui a été fait pour cette sélection. M. Darbon présente ensuite chaque candidat brièvement :

- Mme Laurie Bosdecher, diplômée de Sciences Po Bordeaux, permet de maintenir le lien privilégié avec le partenaire historique Sud-Ouest.
- M. Bixente Etcheçaharetta représente un profil lié à la trajectoire JPPJV de promotion territoriale et sociale. Il est le fondateur de l'association « Des Territoires aux Grandes Écoles », est proche de Sciences Po Bordeaux et est élu au conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine, un des partenaires de l'IEP.
- M. Mathieu Gallet, ancien membre du conseil d'administration, avec une expérience dans la haute fonction publique et le secteur privé, apporte une complémentarité et une connaissance du système relationnel parisien.
- M. Martin Leys, directeur de l'Action Régionale Nouvelle-Aquitaine d'EDF, membre du conseil d'administration de la Fondation Bordeaux Université, présente un profil d'entrepreneur et apporte un complément générationnel.
- Mme Céline Papin, élue dans la mairie et la métropole, engagée dans les actions internationales et proche de Sciences Po Bordeaux.

- M. Frédéric Potier, diplômé de Sciences Po Bordeaux en 2003, a occupé des fonctions liées à l'éthique à la RATP et s'est engagé contre le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT, etc.

M. Darbon estime que ces six personnalités apportent des qualifications variées et complémentaires au conseil d'administration. L'objectif est d'enrichir le conseil par leur diversité et leur complémentarité, particulièrement pendant la période de réforme de l'institut. Il s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Lambert remercie la Direction pour le travail accompli. Il souhaiterait faire part, au nom de l'UNEF, d'une proposition pour cette élection : il s'agit de Wilfried Grounon, ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux (diplômé en 1997) et actuellement président du Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER) de la région Nouvelle-Aquitaine. M. Lambert suggère que la candidature de M. Grounon remplace celle de M. Gallet. En effet, M. Gallet travaille dans les médias et une autre personnalité, Mme Bosdecher représente également les médias avec Sud-Ouest. M. Grounon permettrait de représenter le milieu de la consultation régionale et d'apporter une expertise différente. M. Lambert précise que M. Grounon, qui a déjà siégé au CA par le passé, est d'accord pour que sa candidature soit présentée en tant que personnalité extérieure.

Mme Gaudin précise que Wilfried Grounon n'est pas président du CESER, mais directeur administratif. Bien qu'elle apprécie M. Grounon, elle souligne que l'ajout de cette candidature pourrait perturber les équilibres délicats qui ont guidé la formation de la liste actuelle.

M. Lambert estime qu'avoir au sein du CA quelqu'un qui travaille dans une structure de consultation régionale comme le CESER serait pertinent. Il estime que cela ne perturberait pas l'équilibre fondamental de la liste. Il souligne leur expérience de collaboration avec Wilfried Grounon au CESER depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, attestant de sa compétence et de sa motivation pour travailler sur ces sujets.

M. Tiberj indique avoir assisté à plusieurs élections des personnalités extérieurs par le passé et il se souvient de tensions similaires. Pour éviter ces tensions à l'avenir, il suggère que l'élection soit mieux préparée en amont, afin d'expliquer clairement les différentes composantes de la liste, les types de représentation extérieure que la direction recherche, et pourquoi elle inclut des personnes issues des entreprises, des médias et du monde politique. Selon lui, la liste actuelle est cohérente, ce sont des individus motivés, intelligents, avec lesquels ils pourront avoir des discussions constructives. Il estime toutefois qu'il serait préférable d'impliquer davantage les élus avant l'élection, bien qu'il soit conscient des contraintes temporelles.

M. Darbon est d'accord sur le fond, mais il insiste sur les contraintes de temps très fortes. Il explique que l'appariement des différentes personnalités proposées demande une réflexion minutieuse. Déjà, il n'était pas certain qu'elles accepteraient au départ, mais finalement, toutes les personnalités ont manifesté un enthousiasme immédiat. Ensuite, cette composition doit permettre de faire des équilibres importants. Concernant la proposition de candidature de M. Grounon, M. Darbon explique que la présence d'une personne de la région, appartenant à la nouvelle génération et engagée dans l'ouverture sociale des instituts, est importante pour le renouvellement du CA. L'ajout d'une autre personne de la région créerait un déséquilibre, en particulier si cela se fait au détriment de quelqu'un travaillant dans les médias, mais avec un profil différent de celui de Mme Bosdecher. Il souligne que de véritables équilibres ont été établis et qu'il serait dommage de perdre cette ouverture extérieure, notamment au niveau international et à Paris. Il estime donc que la candidature de M. Grounon serait en partie redondante par rapport à la composition actuelle de la liste et entraînerait une perte d'opportunité significative en termes d'ouverture externe.

M. Diard exprime son accord avec M. Tiberj. Il souligne la difficulté de proposer des candidatures pendant la séance de vote, où il est difficile de répondre directement à des questions. Il rappelle que l'objectif initial n'était pas de présenter une liste, mais des candidatures indépendantes. Il comprend l'argument de la synergie, mais estime qu'il n'est pas nécessairement valide, car les administrateurs sont des individus

indépendants, même s'ils doivent travailler en synergie pour le bien-être de l'IEP. Il précise qu'ils s'inscrivent dans une démarche réfléchie de proposition pertinente pour l'IEP en tant que corps étudiant.

M. Darbon confirme que l'élection est individuelle, mais il insiste sur le fait que cette élection individuelle s'inscrit dans le contexte plus large d'une proposition visant à créer un équilibre et à représenter diverses situations et partenaires avec lesquels il est nécessaire de travailler tout au long de l'année. Il souligne que des mois de travail ont été consacrés à la formation d'un ensemble plus équilibré, plus jeune, complémentaire, et engagé dans le type de transformation mis en œuvre avec la réforme.

M. Lambert soulève une problématique concernant la candidature de Mathieu Gallet, qui a été élu il y a trois ans, mais a été condamné en 2018 pour favoritisme dans l'attribution de marchés pendant son mandat à l'INA. Il a également été révoqué de ses fonctions de président de Radio France en raison de prise illégale d'intérêt. Cette situation soulève la question de savoir si des personnalités condamnées par la justice devraient siéger au conseil d'administration pour représenter l'IEP et prendre des décisions concernant l'avenir des étudiants. En revanche, il présente ses remerciements pour la candidature de Monsieur Potier, qui a travaillé sur les discriminations et les droits LGBT.

M. Darbon ne souhaite pas s'étendre sur la situation passée de M. Gallet, qui est plus complexe que ce qui a été précédemment mentionné. Il rappelle que M. Gallet était déjà membre du conseil d'administration et qu'il était l'un des membres les plus actifs, apportant systématiquement sa contribution à l'ensemble des réformes. Il insiste sur le fait que l'aspect judiciaire de la question est complexe et qu'il est purgé aujourd'hui.

Mme Delfaud souhaite expliquer la dynamique de travail qu'ils ont adoptée. Ils auraient pu choisir de présenter une liste complète, mais ils ont délibérément opté pour ne proposer qu'un seul nom, celui de M. Gournon, qu'ils ont considéré le plus adapté pour représenter un secteur professionnel qui n'était pas encore inclus dans la liste existante. Ils ont également tenu compte des éléments judiciaires relatifs à M. Gallet. Elle insiste sur le fait qu'ils s'inscrivent dans une démarche de construction collective et collégiale. Mme Delfaud précise qu'ils se tiennent ouverts à la discussion s'il faut préciser des éléments qui n'auraient pas été clairs. Enfin, elle souligne que cette démarche est animée par la volonté de travailler en collaboration, tout en respectant les valeurs de l'établissement qu'ils estiment devoir porter.

M. Darbon estime qu'ils sont tous d'accord pour respecter les valeurs de l'établissement, y compris une fois qu'une personne a purgé sa peine.

Mme Gaudin précise qu'il y a eu un classement sans suite pour l'affaire de prise illégale d'intérêt concernant Mathieu Gallet. Elle ajoute que les questions de marchés peuvent être complexes, en particulier dans les entreprises publiques où il y a de nombreuses parties impliquées. Elle souhaiterait éviter toute inexactitude dans le débat.

M. Darbon confirme que cela a été classé sans suite en 2018.

M. Ballet répond qu'il y a eu une condamnation en appel avec une peine allégée et 30 000 € d'amende en 2021. Il insiste sur l'importance de l'éthique et du devoir d'exemplarité dans la représentation de Sciences Po Bordeaux au conseil d'administration. Selon lui, la proposition de M. Gournon respecte ces valeurs d'exemplarité.

Mme Gaudin rectifie l'information en indiquant que la condamnation en appel en 2021 concerne la question d'un éventuel favoritisme lorsque Mathieu Gallet était directeur de l'INA, et non la prise illégale d'intérêt, pour laquelle il y a eu un classement sans suite.

M. Darbon remercie pour la précision et maintient sa proposition des six candidats, y compris Mathieu Gallet, auquel il renouvelle toute sa confiance. Il propose de passer au vote.

Mme Tajri envoie un lien de vote électronique à Mme Gaudin, M. Ferrié, Mme Nakanabo Diallo et M. Lartigau puis cède la parole à M. Lacaze.

M. Lacaze procède à l'appel des membres du CA. Les personnes sont appelées une à une à se rendre à l'isoloir. L'ordre d'appel est le suivant : Alan Lambert, Marin Fourier, Maxence Douberchtein-Grigorieff, Alexis Diard, Clémence Delfaud, Vincent Tiberj, Jeanne Trichet, Maria Pairo, Fanny Bonnaud, Bastien Ballet, Paul Rouger, Charline Pistre, Marième N'Diaye, Daniel Compagnon.

Mme Tajri clôt le vote et annonce 100 % de votants. Elle procède ensuite au dépouillement. En ce qui concerne le vote électronique, il y a 4 voix pour Bixente Etcheçaharetta, 4 voix pour Céline Papin, 4 voix pour Frédéric Potier, 4 voix pour Laurie Bosdecher, 4 voix pour Martin Leys, 4 voix pour Mathieu Gallet et 0 pour Wilfried Grounon.

Mme Tajri procède ensuite au dépouillement des bulletins papier un par un puis proclame les résultats de l'élection comme suit :

- Laurie Bosdecher : 22 voix
- Bixente Etcheçaharetta : 22 voix
- Mathieu Gallet : 13 voix
- Martin Leys : 22 voix
- Céline Papin : 21 voix
- Frédéric Potier : 22 voix
- Wilfried Grounon : 8 voix
- Vote blanc : 0

Les six personnalités proposées à nomination de la rectrice sont donc les six personnalités présentées en séance.

M. Darbon annonce son intention de soumettre la liste des six personnalités proposées à la nomination de la rectrice dès 12h30. Il clôt ce conseil d'administration exceptionnel et donne rendez-vous à certains dans quelques minutes pour la CPCA. Il rappelle que la prochaine étape est le 17 novembre à 9h30, avec l'élection du président du Conseil d'Administration parmi les personnalités extérieures. Il remercie l'ensemble des participants.

Plus aucune question n'étant posée et l'ordre du jour étant épuisé, M. Darbon lève la séance.